

Consultation citoyenne sur la protection sociale des Français de l'étranger
18 juin 2025 - Lycée Français Saint Exupéry (LFSE) - Ouagadougou

Compte rendu – Consultation citoyenne sur l'avenir de la protection sociale des Français de l'étranger

Circonscription du Burkina Faso – Juin 2025

1. Contexte et objectif

À la demande du Gouvernement français et sous l'égide de l'Assemblée des Français de l'Étranger (AFE), les Assises de la Protection Sociale des Français de l'Étranger se tiennent de mars à octobre 2025. Elles visent à recueillir les témoignages, besoins et propositions des Français établis hors de France, afin de formuler des recommandations pour améliorer les dispositifs existants.

Trois thématiques structurent la réflexion :

1. **Bourses scolaires (AEFE)** et accompagnement des élèves en situation de handicap.
2. **Aides sociales directes et indirectes** et soutien aux Organismes Locaux d'Entraide et de Solidarité (OLES).
3. **Avenir de la Caisse des Français de l'Étranger (CFE).**

Dans la circonscription du Burkina Faso, deux temps de consultation ont été organisés :

- **Réunion en présentiel** : mercredi 18 juin 2025 – Salle de conférence du Lycée Français Saint-Exupéry (Ouagadougou).
 - **Réunion en visioconférence** : jeudi 26 juin 2025 – principalement avec les compatriotes de Bobo-Dioulasso.
-

2. Déroulement des réunions

2.1. Réunion en présentiel – 18 juin 2025

Lieu : Salle de conférence du Lycée Français Saint-Exupéry (LFSE) – Ouagadougou

Participants : [à compléter – nombre et profils]

Heure	Activité	Intervenant
18h30 – 18h35	Mot d'accueil	Ousmane OUEDRAOGO
18h35 – 18h45	Présentation « Bourses scolaires »	Ousmane OUEDRAOGO
18h45 – 19h15	Échanges sur le premier point	Participants
19h15 – 19h25	Présentation « Aides sociales directes et indirectes »	Martine VORON
19h25 – 19h55	Échanges sur le deuxième point	Participants
19h55 – 20h05	Présentation « Avenir de la CFE »	Françoise LE LOSQ OUEDRAOGO
20h05 – 20h35	Échanges sur le troisième point	Participants
20h35 – 20h40	Mot de clôture et remerciements	Ousmane OUEDRAOGO
20h40	Fin de la rencontre	—

Points clés soulevés :

- **Bourses scolaires** : délais de traitement, complexité des dossiers, manque d'accompagnement pour les familles avec enfants en situation de handicap (AESH, AEEH). Problème signalé avec la non prise en compte dans les dossiers de demande de bourse scolaire des charges d'un enfant scolarisé dans l'enseignement secondaire ou dans l'enseignement supérieur en France.
- **Aides sociales** :
 - besoin d'une meilleure communication sur les dispositifs, simplification des démarches en cas d'urgence.
 - Constat d'une évolution des profils des Français établis au Burkina Faso : présence croissante de Français âgés, de personnes en situation de handicap, davantage de bi-nationaux (la majorité des Français au Burkina), d'où un besoin de faire évoluer les dispositifs d'aide en fonction des nouveaux profils.
 - :
- **CFE** : coût très élevé par rapport aux revenus locaux, longs délais de remboursement, manque de clarté sur la couverture réelle.
 - Problèmes signalés sur la délivrance de la carte Vitale et son non-usage automatique en France métropolitaine.
 - Dysfonctionnements relevés avec certaines caisses locales (CPAM) et lenteur dans la gestion des remboursements.

- Nécessité d'élargir l'accessibilité de la CFE au plus grand nombre, compte tenu de son coût actuel.
 - Problème d'accessibilité à la catégorie aidée avec la prise en compte des revenus du ménage même si une seule personne de la famille souhaite adhérer; cette disposition exclut d'office un certain nombre de personnes.
 - La proposition de loi déposée par les députés **Eléonore Caroit** et **Karim Ben Cheikh** visant à réformer la CFE a été saluée.
-

2.2. Réunion en visioconférence – 26 juin 2025

Objectif : permettre aux compatriotes de Bobo-Dioulasso, éloignés de Ouagadougou, de participer pleinement à la consultation.

Outil : Google Meet.

Participants : exclusivement des compatriotes de Bobo-Dioulasso.

Déroulement :

La réunion a suivi la même structure que celle de Ouagadougou, avec présentation successive par les élus de chacune des trois thématiques :

1. **Bourses scolaires** – Ousmane OUEDRAOGO.
2. **Aides sociales directes et indirectes** – Martine VORON.
3. **Avenir de la CFE** – Françoise LE LOSQ OUEDRAOGO.

Principaux échanges :

- Difficultés similaires à celles relevées lors de la réunion de Ouagadougou.
 - Accès limité à l'information et aux démarches administratives depuis Bobo-Dioulasso.
 - Demande de mise en place d'un relais d'information et d'accompagnement local.
 - Souhait d'une meilleure prise en compte des réalités économiques régionales dans la tarification de la CFE.
-

3. Premières orientations issues des échanges

- **Renforcer l'information** : création d'un guide simplifié des dispositifs sociaux, diffusé en ligne et via le consulat.
- **Faciliter les démarches** : allègement des procédures dans les situations urgentes.
- **Adapter les conditions d'accès à la CFE** : étude sur des tarifs indexés sur les revenus locaux, élargissement de la couverture, amélioration des remboursements et clarification des droits.
- **Soutenir les OLES** : augmenter les moyens financiers et logistiques pour l'aide sociale de proximité.
- **Créer des relais locaux** : notamment à Bobo-Dioulasso, pour informer et accompagner les compatriotes.

- **Mieux connaître les publics bénéficiaires** : réaliser une étude de profilage afin d'adapter les mécanismes de solidarité à l'évolution démographique et sociale des Français au Burkina Faso.
- **Ne plus envisager les aides sociales versées aux Français établis hors de France comme des aides “à titre gracieux”** : dans un monde globalisé et en pleine mutation, il y a une nécessité de considérer les Français indépendamment de leur lieu de résidence.

Les élus conseillers des Français de l'étranger – Circonscription du Burkina Faso

- Ousmane OUEDRAOGO, Président du Conseil consulaire
- Françoise LE LOSQ OUEDRAOGO
- Martine VORON